

11 décembre 2006

Pinochet disparaît mais son spectre rôde toujours

Les dénonciations faciles des crimes de l'ex-dictateur Pinochet ont quelque chose d'exaspérant. Où étaient tous ces bien pensants pendant sa longue dictature ? Pourquoi ont-ils laissé le gouvernement britannique le renvoyer chez lui en 2000 sous la fallacieux prétexte de sa mauvaise santé alors que la justice espagnole le réclamait pour le juger ? Comme l'explique le CADTM dans le texte ci-dessous, la dictature Pinochet a été le pont entre les dictatures anti-communistes du temps de la guerre froide et l'imposition à froid des politiques néolibérales. On dit souvent que les régimes britannique Thatcher, une grande amie du général, et Reagan ont inauguré l'ère néolibérale en 1979-80. Cela est vrai dans les pays impérialistes mais pas partout. L'expérience d'avant-garde a été faite dans le Chili de Pinochet dans les années 70.

Une fois que l'ordre néolibérale eut régné dans le monde, tous ces dictateurs à la Pinochet ou à la Suharto sont devenus des boulets politiques et même des entraves au libre-échange. Car une chose est d'assassiner en masse les opposants au point de détruire pour une génération toute alternative structurée, une autre est de réguler "démocratiquement" la libre circulation des capitaux dans la paix du cimetière. Pour celle-là, il faut un homme fort, pour celle-ci un parlementarisme anonyme suffisant pour neutraliser l'opposition dorénavant modérée et nécessaire au contrôle du politique par l'Argent. Mais voilà que le néolibéralisme s'enlise dans ses contradictions inégalitaires et multiplie les conflits entre ceux d'en bas et d'en haut, à l'interne comme à l'externe. Le verni de la démocratie craque de toutes parts.

Ses appareils militaires et policiers se développent et se sentent de nouveau les coudées franches vis-à-vis les droits démocratiques et la légitimité parlementaire. Même la GRC canadienne en prend large. En décembre dernier, elle déclenche publiquement une enquête contre le parti Libéral en pleine campagne électorale provoquant ainsi un momentum en faveur du parti Conservateur, le parti par excellence de la loi et l'ordre. Elle a délibérément menti aux ministres Libéraux, qui ne sont pas innocents pour autant, dans l'affaire Arrar afin de préserver ses bons liens avec ses collègues étasuniens. Comme le chef de la pègre Mom Boucher qui n'avait pas compris les limites à ne pas franchir, la GRC a été trop loin dans l'arrogance pour que le gouvernement Conservateur puisse continuer à défendre son chef. Chapeau aux défenseurEs de Maher Arrar et aussi à toutes ceux et celles qui ont combattu les certificats de sécurité sans qui l'ingérence de la GRC n'aurait pas rencontré d'obstacles.

On peut enterrer Pinochet une fois que militaires et policiers lui auront rendu les honneurs. Mais son spectre rôde toujours.

Marc Bonhomme

Pinochet disparaît mais la dette chilienne demeure

Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM)

10 décembre 2006

A l'heure où Augusto Pinochet disparaît, le CADTM regrette que ce dictateur responsable de crimes contre l'humanité et de corruption n'ait jamais été contraint de rendre des comptes pour les assassinats commis sous la dictature qu'il a instaurée. L'impunité dont il a bénéficié jusqu'à sa mort, tout comme celle dont profite aujourd'hui encore le dictateur indonésien Suharto, révèle de graves dysfonctionnements dans la façon dont le droit international est rendu.

Le CADTM tient à rappeler que le régime de Pinochet n'a pu se mettre en place en 1973 et durer pendant 17 longues années de souffrances pour le peuple chilien sans un soutien international scandaleux. Dans ce cadre, la Banque mondiale a été l'un des acteurs centraux au service de la politique extérieure du gouvernement des Etats-Unis.

Le Chili a été dans les années 1970 un laboratoire pour les économistes de l'école de Chicago, qui ont pu y tester des politiques ultralibérales qu'ils parviendront à étendre à la majeure partie de la planète par l'intermédiaire du mécanisme de la dette.

Le CADTM rappelle que le gouvernement progressiste et démocratiquement élu de Salvador Allende (1970—1973) n'a pas reçu le moindre prêt de la Banque mondiale, mais sitôt le coup d'Etat qui a porté Pinochet au pouvoir, les fonds ont commencé à arriver. Aucun dirigeant de la Banque mondiale et du FMI ne pouvait ignorer le caractère profondément criminel de ce régime.

Dès 1976, un haut responsable de la Banque mondiale, Mahbub ul Haq, rédige une note intitulée « Les erreurs de la Banque mondiale au Chili », où il essaie, sans succès, de convaincre la direction de la Banque mondiale de suspendre les prêts au régime de Pinochet qu'il accuse de « *restaurer une société économiquement élitiste instable* » et dont la politique « *a aggravé l'inégalité de distribution de revenu dans le pays* ».

Les programmes imposés par les Etats-Unis, la Banque mondiale et le FMI, au Chili comme ailleurs, ont provoqué des souffrances humaines indicibles, ont répandu misère et corruption, ont soutenu des régimes autoritaires et criminels qui ont durement réprimé leur peuple. Aujourd'hui, ces peuples continuent de rembourser une dette immorale et largement odieuse.

Pour le CADTM, la logique qui a conduit à la prise de pouvoir de Pinochet n'est pas morte. Tant que la dette demeure, tant qu'elle continue d'enfler et de ponctionner les richesses produites par les populations des pays du Sud, la lutte doit continuer pour démasquer toutes les responsabilités et obliger tous ceux qui ont soutenu cette logique, Banque mondiale et FMI en tête, de rendre des comptes.

Le CADTM appelle tous les pays du Sud à enclencher une autre logique économique, respectueuse de l'humain et de l'environnement, à l'opposé de la logique néolibérale

imposée aux forceps par l'intermédiaire d'une dette dont il faut revendiquer l'abolition immédiate.